

FÉMINISTES...

tant qu'il
le faudra!

BASTA!

L'année qui s'est écoulée depuis la dernière journée internationale des femmes nous permet au moins deux constats : d'une part, l'égalité n'est toujours pas atteinte et, d'autre part, les acquis sont fragiles! Évidences pour plusieurs, ces remarques sont la base de ce qui anime les luttes féministes d'aujourd'hui.

La récente crise du capitalisme a fait coulé beaucoup d'encre, mais peu d'analyses ont été spécifiquement consacrées à ses impacts sur les femmes. Pourtant, nul besoin d'aller chercher bien loin pour en saisir l'ampleur. En effet, elles occupent 59,5% des emplois au salaire minimum. Ces postes précaires sont souvent non-syndiqués, et donc, les premiers à être coupés. Les femmes constituent également une grande part de la population à faible revenu (2,4 million en 2001, contre 1,9 million d'hommes). Encore en 2007, une femme travaillant à temps plein toute l'année gagne en moyenne 76% du revenu d'un homme. Une salariée sur quatre travaille à temps partiel. En période de crise, les coupures dans les services et les hausses de prix, ce sont elles qui les subissent les premières. Les emplois majoritairement occupés par des femmes (secrétaire, vendeuse et caissière) sont révélateurs du peu d'avancée réelle dans les mentalités.

Malheureusement, il n'y a pas qu'au travail que les femmes soient défavorisées par ce système au masculin. Socialement, nos conceptions de ce que sont un homme et une femme continuent de dicter la norme en matière de comportements et de rôles. Ainsi, bien que les femmes prennent de plus en plus la place qui leur revient à l'école et au travail, les hommes n'ont pas tout à fait accompli le chemin inverse. En effet, ce sont encore elles qui se tapent la majorité du travail domestique non-rémunéré, de l'entretien du foyer au soin des enfants. Et dire qu'on en trouve encore pour croire que les femmes soient naturellement « douées pour ces choses-là »! La mythique « femme libérée » n'est peut-être au fond qu'une Super-Woman à tout faire?

Si ces modèles sociaux genrés façonnent en partie l'être, ils n'épargnent très certainement pas le paraître. D'autant plus que l'économie marchande a vite fait de capitaliser sur cette dictature de l'apparence, imposant des modèles inatteignables que tant de femmes (et de fillettes!) ont intégré au point



de s'en rendre malades. Objet de désir masculin, la femme moderne se doit d'être jeune, mince, blanche de préférence, sans poils, rides ou vergetures, toujours sexuellement disponible. Ces standards nous sont assés quotidiennement, à grands coups de publicités sexistes explicitement inspirées de l'univers pornographique violent : les pitoues passives d'American Apparel, le Camp Bud et les « cruches » de Georges Laraque n'ont été que quelques exemples de ce renforcement du stéréotype de l'homme aux pulsions insatiables et de la femme comme simple objet de satisfaction.

Les vingt ans du gynécide de Polytechnique ont été l'occasion de rappeler que cette violence machiste existe toujours. En 2008, les maisons d'hébergement ont traité en moyenne, chaque jour de l'année, près de 240 demandes d'aide. En deux décennies, et malgré quelques mesures étatiques, rien n'a radicalement changé, hormis peut-être la montée d'un courant masculiniste, ces réactionnaires nostalgiques du temps de la domination masculine absolue.

Nous aurions tort de croire que ces situations sont isolées les unes des autres. Elles sont toutes interreliées et constituent quelques pierres dans la fondation d'un même système d'oppression des hommes sur les femmes : le patriarcat. Il n'en tient qu'à nous de questionner nos pratiques, de dénoncer toute situation sexiste et de lutter pour nous débarrasser de cet héritage d'inégalités. Féministes? Tant qu'il le faudra!

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

- Perspectives libertaires -

Faisons payer les pauvres

Nous assistons depuis quelques mois à une offensive (presque) sans précédent pour faire payer la crise aux pauvres et aux prolos ordinaires. Depuis un an, la religion du déficit zéro en a pris pour son rhume. Les finances de la province sont dans le rouge et pas à peu près. Pour les élites, les solutions ne manquent pas: hausse des tarifs d'électricité, hausse des taxes, dégel des frais de scolarité, réduction des investissements dans les services sociaux, etc. Mine de rien, il se joue là une importante bataille idéologique dont l'enjeu est un transfert massif de richesse du bas vers le haut.

Le ministre Bachand, qui n'hésite pas à parler de « révolution culturelle » pourrait inverser le slogan des maoïstes des années 1970. Le leitmotiv du gouvernement est en effet « faisons payer les pauvres ». Les hausses de tarifs ne prennent pas en compte la capacité de payer des gens. C'est-à-dire que ceux et celles qui bossent au salaire minimum: la caissière, l'employé du club vidéo, la serveuse de restaurant, le chômeur, vont devoir payer les mêmes tarifs que le notaire, l'avocat, le docteur. Et sur un salaire de merde, ce genre d'augmentation fait une grosse différence sur le budget familial.

Les « personnalités » sont également mobilisées sur tous les fronts. Au moment d'écrire ces lignes, sort un soi-disant « Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités » parrainé par Lucien Bouchard, M. Déficit zéro lui-même. Des anciens de l'aile droite du mouvement étudiant s'allient à des anciens de l'aile droite de l'Assemblée nationale et à des représentants des patrons pour proposer un dégel débile et asymétrique des frais de scolarité (accompagné d'une couple de miettes en prêts et bourses pour faire passer la pilule). C'était des trous de cul à l'époque et ça continue maintenant qu'ils sont rendus « has-been »...

Les libéraux, ministres de l'Éducation en tête, utilisent ce genre de sortie pour parler d'un « consensus [excluant les étudiant-e-s] qui est en train de se mettre en place au Québec ». Bel exemple de novlangue. Tout le monde est d'accord... sauf les associations étudiantes, les syndicats, les groupes communautaires, les groupes de femmes, les partis de gauche, etc. C'est pas grave, si la droite et le patronat font consensus, c'est suffisant pour les libéraux.

Évidemment, dans le « débat » en cours, on ne tient aucunement compte des autres possibilités. De l'argent, il y en a dans les poches des nantis. Juste au Québec, on comptabilise chaque année 7 milliards en évasion fiscale. Ça, c'est votre propriétaire, votre député ou votre patron qui planque son cash à l'abri du fisc. Et c'est sans parler de l'évasion fiscale « légale ». Ainsi, on peut planquer 21,000\$ par année dans les REER. C'est bien beau, mais qui peut se permettre d'épargner un tel montant? Qui en profite croyez-vous? Ce sont les mêmes qui se réjouissent des baisses d'impôts.

Mais tout ça visiblement ça ne doit pas être important puisqu'on n'en parle pas dans les médias de masse. Tout comme on ne parle pas de la possibilité d'imposer à 100% les gains de capital (comme on le fait pour les salaires), de couper dans les programmes et crédits d'impôt destinés aux entreprises (3,6 milliards par année au Québec!), d'arrêter de subventionner les grandes industries polluantes en leur vendant l'électricité à perte ou d'augmenter les redevances des compagnies minières et forestières...

Le Québec se dirige vers une fiscalité de plus en plus régressive. On baisse les impôts, mais on monte les taxes et les tarifs. Une belle façon de creuser les inégalités sans en avoir l'air. C'est aussi ça la lutte de classe. Il va falloir que ça brasse en masse pour bloquer la « révolution culturelle » libérale et le tsunami conservateur. C'est pour faire notre part que l'UCL sera présente en masse dans les manifestations de riposte sociale qui vont ponctuer le printemps, à commencer par celle qui se tiendra dans les rues du quartier des affaires de Montréal, le 1er avril prochain. Et vous ?

De Copenhague à Toronto

Cause commune reproduit une invitation du Réseau de mobilisation communautaire de Toronto.



Les dirigeants et dirigeantes du Groupe des 8 et ceux du Groupe des 20 se rencontrent en Ontario du 25 au 27 juin 2010. Suite à l'échec du Sommet de Copenhague sur le climat, ils et elles discuteront de l'économie mondiale, du développement et des changements climatiques.

Ces rassemblements visent à réparer le capitalisme - un système qui ne peut être réparé - ; à créer des réponses marchandes à la catastrophe écologique qui renforce les systèmes d'oppressions; à assurer l'exploitation continue des personnes de couleurs et du Sud et à célébrer la guerre comme moyen de mettre en place des régimes alliés supportant les pouvoirs impérialistes. Les soi-disant " leaders " qui participent à ces rassemblements ne nous représentent pas.

En opposition à ce sommet et animé-e-s d'un désir de changement, des gens de partout sur l'Île de la Tortue (l'Amérique du Nord) organisent des journées d'actions populaires à Toronto. Nous organiserons ces journées en approfondissant nos racines dans nos communautés. Avec nos sœurs, frères, ami-e-s et allié-e-s, nous détruirons les

endroits, systèmes et idées qui nous exploitent et nous excluent. À leur place, nous construirons le monde dans lequel nous voulons vivre. Un monde offrant l'autodétermination pour les peuples autochtones, la justice climatique, l'équité de revenu et le contrôle communautaire des ressources, la justice pour les personnes migrantes et la fin des guerres et occupations.

Le changement ne vient pas du marché ou de soi-disant négociations avec des soi-disant " leaders ". Le changement vient d'individus et de peuples qui prennent des décisions pour eux-mêmes. Pour cette raison, nous appelons les communautés de résistance de partout à continuer à mener leurs luttes locales.

Joignez-vous à nous à Toronto en juin 2010 pour partager vos idées et stratégies!

Du 25 au 27 juin, nous appelons à des Journées d'actions à travers le monde pour exposer nos solutions, celles de la base et de la rue.

Surveillez le site web de l'UCL pour connaître toutes les activités entourant les sommets du G8 / G20 cet été

Le Toronto Community Mobilization Network est un réseau local d'activistes et d'organiseurs communautaires de longue date et de leurs allié-e-s travaillant à construire une mobilisation populaire radicale pour le sommet du G8/20 à Toronto.

IRAN

À bas le régime islamique !

Depuis la fraude électorale qui a permis à Ahmadinejad de rester au pouvoir(1), le peuple iranien se déchaine. Les réformistes de Moussavi, ex-bourreaux à la solde des ayatollahs, qui voulaient provoquer des changements insignifiants pour permettre au régime de survivre, ont été dépassés par la base et par des organisations plus radicales.

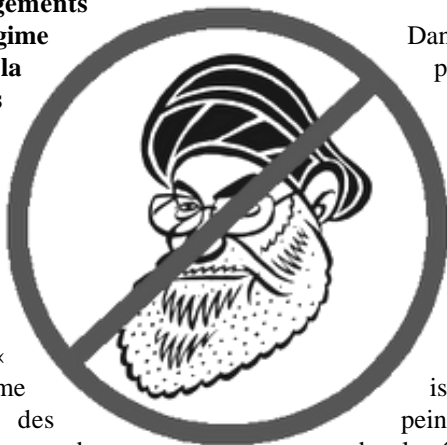
Car les Iraniens et les Iraniennes ne veulent pas seulement avoir des droits formels et sans contenu réel, ce qu'ils veulent, c'est le contrôle de leur vie. Les « on a volé mon vote » sont progressivement devenus des « Mort au dictateur! À bas le régime islamique ! ». Les drapeaux verts des réformistes sont remplacés par les rouges du Parti communiste ouvrier d'Iran (PCOI) (2) et les ouvriers en grève se sont joints aux étudiants (3).

Ce régime, en dépit de toute la propagande qu'on tente de nous faire avaler, a été installé par les différentes puissances capitalistes de l'époque (y compris le capitalisme d'État de l'URSS) pour écraser le mouvement ouvrier iranien. Comme disait la militante du PCOI, Mina Ahadi, à Lyon il y a quelque temps, « dans la rue on demandait la liberté, la BBC disait qu'on voulait Khamenei » (le premier grand chef islamique iranien) (4).

Aujourd'hui encore, ce régime est soutenu par les impérialismes mondiaux (russe, chinois, mais aussi français avec la participation active de Peugeot-Citroën, géant de l'automobile) (5). D'ailleurs, les grands chefs islamiques, les pasdarans (gardien de la révolution islamique) sont dans de très nombreux cas des businessmen qui contrôlent à la fois les entreprises et les milices fanatiques du régime - si pratique pour écraser les grèves dans le sang (6).

Ce régime, en plus d'être une dictature participant activement à l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, est un régime d'apartheid sexiste. La condition de la femme y est intenable: le foulard islamique est obligatoire (sous peine de coup de fouet), le viol de femmes par les

forces de l'ordre est considéré comme un moyen de répression acceptable, un code vestimentaire est imposé aux femmes, la lapidation et les crimes d'honneur sont courants et soutenus par le régime, etc.



Dans toutes les villes d'Iran, chaque jour, par la grève et l'émeute, la lutte de classes se manifeste: les protestataires sont tués dans les rues et dans les prisons, des jeunes combattent l'autorité dans les rues, des femmes - très actives dans la lutte - risquent leur vie en mettant le feu à leur voile et en allant affronter la police cheveux au vent. Par delà le bruit des armes de la répression et la propagande occidentaliste, des roches, des cris de douleurs et de peine hurlent ce slogan à pleine gorge: « À bas la république islamique! ».

Le souvenir de la première révolution iranienne et des conseils ouvriers n'est pas très loin dans l'imaginaire collectif iranien. Serait-ce un autre grand chambardement qui se prépare en Iran ?

Pour en savoir plus, consultez le blogue iranenlutte.wordpress.com/

Pour mieux connaître l'histoire et la situation économique de l'Iran je vous encourage à écouter l'émission radio l'Egrogro, édition du 11 janvier (lien numéros 5)

- 1-<http://www.rue89.com/2009/06/18/iran-les-accusations-de-fraude-electorale-se-precisent>
- 2-<http://www.wpiran.org/>
- 3-<http://iranenlutte.wordpress.com/2010/02/08/protostations-ouvrieres-dans-plusieurs-villes/>
- 4-http://www.youtube.com/watch?v=oM8c9JQS_P8
- 5-<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article682>
- 6-Behrouz, Arefi et Farahany (février 2010) *l'empire économique des pasadrans le Monde diplomatique*, no 671, p. 10

Du grand journalisme...

L'UCL tient à féliciter le *Montréal Campus* (vol.30, no 12) pour son excellent dossier « exclusif » à propos des liens entretenus entre le mouvement étudiant et la gauche radicale. Monter un dossier entier autour d'un non-événement est digne des journalistes les plus en demande... sans oublier bien sûr la prétendue neutralité - indispensable à la sauvegarde de l'inégalité - et le ton spectaculaire - indispensable à la vente des idées-marchandises -, qui traverse le très ennuyant dossier en question.

Ils ont de l'avenir, beaucoup d'avenir, dans le monde de l'information... On leur prédit une carrière... interminable.

Cause Commune
Journal anarchiste www.causecommune.net

Cause commune est le journal de l'Union communiste libertaire (UCL). 3500 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantes et militants libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de l'UCL le plus près de chez-vous. Vous pouvez aussi soumettre un texte ou nous faire part de vos commentaires en écrivant à journal@causecommune.net.

Ce sont les membres de l'organisation qui paient l'essentiel des frais de *Cause commune*, un peu plus de 500\$ par numéro, avec leurs cotisations (entre 1,5% et 3% du salaire). Le reste vient de contributions volontaires et d'activités de financement.

L'Union communiste libertaire (UCL) est une organisation de militantEs provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi.

L'activité de l'UCL est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Contacts locaux de l'UCL:
ucl.stjerome@causecommune.net
ucl.saguenay@causecommune.net
ucl.quebec@causecommune.net
ucl.montreal@causecommune.net



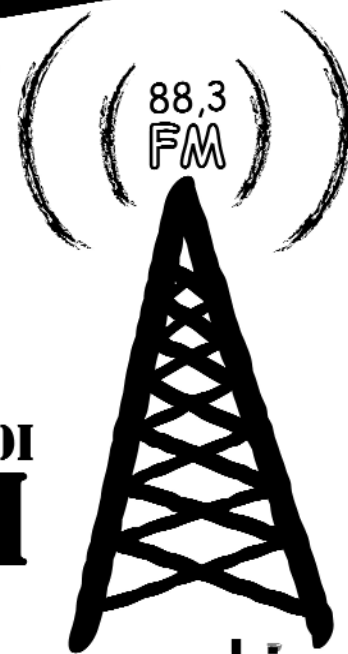
Écoutez l'émission
Lisez le blogue...
VOIX DE FAITS
par le Collectif anarchiste La Nuit UCL-Québec

- ★ Actualité sociale et politique
- ★ Perspective libertaire
- ★ Luttes sociales
- ★ Mouvements
- ★ Contre-culture

À la radio :

**MERCREDI
20H**

Sur le web :
voixdefaits.blogspot.com



ckia 88,3 FM
RADIO COMMUNISTE LIBERTAIRE

Haiti

Quand l'aide humanitaire camoufle une occupation militaire.

Plus d'un mois s'est écoulé depuis ce séisme qui, selon les bilans actuels, aurait fait plus de 1,2 million de sans-abri et près de 300 000 disparus, soit 3,3 % de la population. Malgré l'apparente solidarité internationale, la terrible catastrophe haïtienne camoufle une occupation militaire sans précédent du pays.

Alors que les médias délaissent tranquillement le dossier afin de retourner à des sujets « plus vendeurs », une guerre silencieuse pour la prise de possession des ressources naturelles et de la reconstruction fait rage sur la petite île.

La première réponse à cette crise fut l'envoi de 20 000 soldats états-uniens et d'une armada de navires - dont un porte-avion nucléaire ! - afin d'occuper rapidement les points névralgiques du pays, dont l'aéroport de Port-au-Prince, provoquant ainsi le blocus de l'entrée de vivres et de médicaments. Afin de tirer un bénéfice maximal de ces nouveaux marchés, 13 000 soldats des États-Unis, plus de 10 000 soldats étrangers et 3 000 policiers de l'ONU occupent le pays ... et risquent d'y demeurer encore longtemps.

De manière générale, l'opinion publique considère que la pauvreté du pays réside dans sa vocation essentiellement agricole. Pourtant, Haïti recèle de très intéressants gisements de substances minérales de grande valeur économique. Il faut se rappeler qu'à l'origine cette île fut exploitée principalement pour ses ressources en or. Cette exploitation abusive n'a vraiment cessé qu'à l'épuisement des sites aurifères en surface. Depuis lors, l'activité minière dans la partie occidentale de l'île d'Haïti a connu une décroissance (1).

Cinq siècles de génocide...

L'île d'Hispaniola, nommée ainsi lors de sa découverte par Colomb en 1492, était habitée à ce moment par 400-500 000 autochtones qui eux la nommaient Ayiti. Colomb, après la découverte de gisements d'or, y établit une colonie reposant sur la brutalité, le vol, le pillage et le génocide des autochtones habitant l'île. En 1519, la population, décimée par l'effroyable brutalité espagnole, la famine et les épidémies, est estimée à 3000 personnes. Afin de remplacer les esclaves autochtones dans les mines, on achemine des esclaves du continent africain. La partie ouest d'Hispaniola (Haïti), qui est vite dépourvue de minerai, est rapidement abandonnée par les Espagnols.

Assurant le relai des Espagnols, la France prend possession de l'île et amorce, grâce aux 30 000 esclaves africains amenés de force chaque année, à cultiver la canne à sucre et l'indigo. En 1697, la France devient officiellement souveraine de cette partie de l'île et la renomme St-Domingue. Après une guerre de libération sous le commandement de Toussaint L'Ouverture et des « républicains noirs », l'île proclame son indépendance en 1804 et est renommée Haïti (2). En 1825, par la force, la France oblige Haïti à rembourser pour dédommagement l'équivalent actuel de 45 milliards de dollars, dont le remboursement ne sera complété qu'en 1972 (3).

Une odeur de pétrole

Pour de nombreux observateurs haïtiens, l'aide américaine n'est pas le résultat d'un quelconque sentiment humanitaire, mais bien celui d'une stratégie militaire. Un sismologue haïtien, Daniel Mathurin, déclarait en 2008 qu'une vingtaine de sites pétrolifères ont été découverts à Haïti. Selon lui, ces réserves seraient beaucoup plus importantes que celles du Venezuela (4). Bref, une réserve pétrolière stratégique dans la cour arrière des États-Unis. Les élites politiques du pays savent d'ailleurs depuis les années 1950 que Port-au-Prince est situé sur un gigantesque puits de pétrole dont le gouvernement américain avait formelle-

ment exigé l'arrêt des forages. Maintenant que la ville n'est que décombres et que la population fuit la capitale, il est beaucoup plus aisé pour l'Oncle Sam, sous couvert de reconstruction, d'entamer des travaux de forages d'envergure sans alarmer la communauté internationale. D'où la nécessité d'une démonstration de force pour que les « concurrents » internationaux et les Haïtiens qui pourraient avoir la mauvaise idée de résister au pillage de ces richesses comprennent bien le message. Des travaux de reconstruction aux frais du gouvernement haïtien sous forme de prêt seront d'ailleurs effectués en échange de ressources énergétiques (5). Un « pétrole contre nourriture » nouveau genre...

Les intérêts canadiens

Le Canada, en tant qu'allié des É.-U., attend son accord afin d'entrer en force pour protéger ses intérêts économiques. Nul doute que les privilèges canadiens acquis par ses forces policières et militaires occupant officiellement le pays depuis 2004 (sous l'égide des Nations Unies), seront obstinément défendus par notre gouvernement. Déjà, cette occupation a permis l'exploration minière intensive par plusieurs compagnies minières canadiennes - dont les Montréalaises SIMACT et Majescor - qui ont découvert des gisements importants d'or et de cuivre dans le nord-est d'Haïti (6). Par ailleurs, selon des données publiées au Québec, le sous-sol haïtien posséderait des gisements de bauxite, de soufre, d'argent et d'iridium. Ce dernier, qui est un minerai important dans le domaine de l'armement et de l'équipement de haute technologie, serait le deuxième gisement le plus important de la planète (7).

En plus des ressources et de la reconstruction, le contrôle d'Haïti est bénéfique pour les États, car elle assure l'accès à une main d'œuvre à très bon marché à 30 minutes de la Floride. L'occupation permettra également de faire main basse à long terme sur Cité Soleil (l'un des plus grands bidonvilles de l'hémisphère nord), une zone convoitée par les É.-U. qui veulent en faire une zone franche. Et quoi de mieux que quelques dizaines de milliers de soldats pour stabiliser une fois pour toutes le pays dans ce qui s'annonce être un nouveau plan Marshall des années 2000 ?

Est-il encore possible de croire sérieusement que les gouvernements se soucient du peuple haïtien? Alors que les populations des pays occidentaux présents là-bas croient sincèrement que leurs gouvernements apportent une aide réelle à la population haïtienne, nous assistons actuellement à un nouveau déploiement d'impérialisme dans toute sa brutalité militaire et économique. Haïti n'a pas besoin de militaires, mais plutôt d'une solidarité internationale concrète afin d'appuyer par tous les moyens possibles l'essor de mouvements combattifs qui permettront aux travailleurs-euses et aux précaires de décider eux-mêmes de leur propre avenir.

(1) www.bme.gouv.ht/mines/

(2) www.anarkismo.net/article/15586

(3) "N'effaçons pas la dette française envers Haïti".

Libération, 06/01/04

(4) www.montraykreyol.org/spip.php?article871

(5) " Le rôle des ONG en Haïti soulève beaucoup de questions ".Haïti Liberté, 10/02/10.

(6) www.majescor.com

(7) " Les vautours s'acharnent sur le cadavre ", Haïti Liberté, 03/02/10.

À la charité capitaliste opposons une SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

En dehors des grandes ONG, diverses initiatives en solidarité avec Haïti ont été lancées par des militants-es libertaires afin d'amasser des fonds. Nos camarades de l'organisation *Miami Autonomy and Solidarity*, qui entretient des liens avec une organisation haïtienne du nom de Batay Ouvriye (Bataille Ouvrière), ont mis en place une caisse de solidarité et un système de récolte des dons vers Haïti. Du côté de l'UCL, nous avons répondu à cet appel international en amassant, via nos membres et sympathisant-es, quelques centaines de dollars.

Batay Ouvriye est une « organisation ouvrière et paysanne de base qui regroupe syndicats d'entreprise, comités d'usine, associations de travailleurs et militants. Elle travaille à la construction d'un mouvement syndical autonome, combatif et démocratique, et organise ouvriers, travailleurs et chômeurs pour la défense de leurs droits ». Elle est particulièrement présente dans les ateliers clandestins et les zones franches et s'est fortement impliquée dans la grande mobilisation autour du salaire minimum. Actuellement, elle tente d'amasser 300 000 U\$ afin de remettre sur pied ses infrastructures et de fournir de l'aide à leurs membres et à leurs familles.

Notre action de solidarité ne devrait, sous aucune forme que ce soit, être exclusivement un acte d'aide humanitaire. Nous devons être solidaires de la population haïtienne et de ses organisations combattives et combattre les classes dirigeantes et son appareil d'État. Ne laissons pas l'État haïtien, les grandes organisations internationales et les plus riches de ce monde se découper les terres, les ressources et le peuple d'Haïti. Notre appui est important pour la reconstruction, mais notre dissidence des orientations capitalistes pour l'avenir d'Haïti l'est tout autant. Donnons au peuple la chance de reconstruire selon les valeurs de solidarité et de justice.



Si vous désirez contribuer, envoyer vos dons à :
Miami Workers Center for:
MAS 6127 Northwest 7th
Avenue Miami, FL 33127-1111

Ou via le site:
<http://tinyurl.com/BatayOurviye>

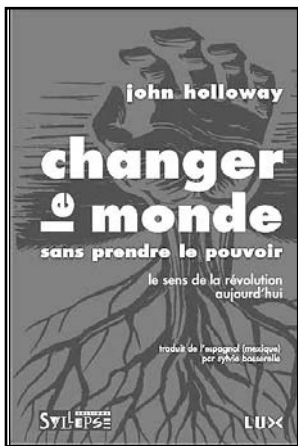
Pour plus d'informations sur Batay Ouvriye : www.batayouvriye.org

DIRA
BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE
DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES
Lundi, mardi vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 17:00
mercredi et jeudi: 14:00 à 20:00
2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
TEL: 514-843-2018 / E-MAIL: dira@riseup.net

L'INSOUMISE
Librairie Anarchiste
Livres, revues, brochures et journaux
Horaire :
Lundi : fermé
Mardi - mercredi : de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi : de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche : de 12h à 18h00
2033, St-Laurent, Montréal
Pour nous joindre : 514-313-3489

LA PAGE NOIRE
Librairie sociale autogérée
265 Dorchester, Québec
Ouvert du mardi au jeudi de 14h à 19h,
le vendredi de 12h à 21h
et le dimanche de 12h à 17h

Théorie critique John Holloway et l'anti-pouvoir



Le point de départ de Holloway, c'est la négation, un cri de détresse et de rage. Le monde dans lequel nous vivons inspire l'horreur et l'indignation. Impossible de rester sourd à l'exploitation systématique et à la domination presque intégrale du capital sur nos vies. Alors que des millions d'enfants vivent dans la rue et que cette pauvreté qui s'accroît sans cesse se double d'une grave crise écologique, la nécessité de la révolution se fait aujourd'hui plus que jamais sentir.

Cette révolution se devrait de *dissoudre* le pouvoir et non de le prendre. La stratégie marxiste orthodoxe, qu'elle considère l'État comme un mal nécessaire à son dépassement ou comme une fin en soi, ne sort pas du paradigme étatique. Pour cette tendance, il s'agirait de déterminer *comment* prendre le pouvoir - de façon intra ou extra parlementaire - et non de l'abattre. L'échec éloquent de cette

stratégie était prévisible, car l'État n'est pas une institution neutre dont il s'agirait de changer la direction afin qu'elle serve mieux nos intérêts, il est plutôt un rapport social intrinsèquement lié au capitalisme, un processus sans cesse renouvelé qui participe à la séparation des acteurs du produit de leur action et des acteurs entre eux.

Pour celui qui veut prendre le pouvoir - ajoute Holloway -, il faut discipliner la lutte afin qu'elle devienne utile au parti ou à l'organisation. Cette lutte inciterait ceux qui la mènent à introduire dans leur propre rang des rapports de pouvoir opposés à l'émancipation humaine. À la critique de l'État s'ajoute ainsi la critique de l'élite éclairée, léniniste ou autre, qui se croit en devoir de soumettre la subjectivité des acteurs à l'objectivité scientifique... alors que nous sommes les producteurs de notre propre subordination et les seuls à pouvoir l'abolir.

Dans une société caractérisée par des rapports de domination, la seule forme que peut prendre la liberté est celle de *la lutte* contre cette domination. Si la créativité, la liberté et la dignité sont niées dans l'état actuel du monde, cela ne signifie aucunement que leur existence soit réduite à néant : la créativité, la liberté et la dignité ont une existence réelle et matérielle, elles existent en tant que mouvement contre leur négation. C'est dans les luttes qui s'attaquent au pouvoir que se trouve l'espoir de l'humanité, ces luttes pour le contrôle du travail (ou sa réduction), pour l'accès à l'éducation, pour l'accès aux services de santé, pour le droit à l'avortement, etc. La lutte des zapatistes et du mouvement altermondialiste, de même que les nombreuses manifestations aux déclinaisons artistiques et littéraires, comptent parmi les nombreuses formes inspirantes que prennent les luttes révolutionnaires contemporaines.

Pour Holloway, il est trop tôt pour déterminer les contours positifs d'une société à construire. L'objectif de son livre est de rendre le cri plus strident, de nous aider à saisir la profondeur et « l'infinie richesse de la négativité ». Sa théorie, loin de l'académisme, se conçoit comme un moment de la pratique pour transformer la société.

Nombreuses furent les critiques adressées à ce livre au moment de sa parution. À ce sujet, l'article de Daniel Bensaid* dans la revue *Contretemps*, où il réplique à Holloway qui résume ses thèses dans un article du même numéro, alimente grandement le débat. Il nous permet, entre autres, de relativiser un tantinet l'apologie que fait Holloway du mouvement zapatiste, mouvement qui constitue à peu près le seul ancrage empirique de l'auteur afin d'appuyer sa théorie, et de soulever quelques questions qui nous semblent irrésolues suite à la lecture de livre.

Si ce livre demande un certain bagage (ou un peu de détermination), il est quand même incontournable pour ceux et celles qui s'intéressent à la théorie révolutionnaire.

John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir: le sens de la révolution aujourd'hui*, Montréal, Éditions Lux.

John Holloway, « Douze thèses sur l'anti-pouvoir », *Contretemps*, no 6, février 2003.
Daniel Bensaid, « La révolution sans prendre le pouvoir? », *Contretemps*, no.6, 2003.

*Profitons de l'occasion pour souligner le départ prématuré de ce compagnon de route.

Évènements à ne pas manquer!

**Journée Internationale
contre la brutalité policière**

Lundi le 15 mars à 17 h
au métro Pie-IX

**Manifestaion contre la
hausse des tarifs**

1er avril à 13h Carré
Phillips, Montréal

**Journée internationale des
travailleuses
et des travailleurs**

1er mai
Informations à venir

**Salon du livre anarchiste
de Montréal**

Les 29 et 30 mai
10h-17h
Au CEDA, 2515 Delisle

**Surveillez notre site web pour toute l'information
www.causecommune.net**



Soyez fâchés, restez baveux!

*Viens, j'vas te montrer à
pitcher des roches
J'en ai toujours une couple
dedans mes poches
- Arseniq33*

Arseniq33, qui nous a pendant presque 17 ans cassé les oreilles avec son « hardcore pour les pauvres » n'est plus. Simplement, les membres du groupe avaient l'impression d'être allés jusqu'au bout de leur démarche créatrice. Selon

leur dire, « la bibitte que nous avons créée vient de péter son collier et s'est enfuie... et on a décidé de ne pas courir après ».

Loin des textes propagandistes que nous servent trop souvent les groupes engagés d'ici et d'ailleurs, *Arseniq33* nous a offert des paroles à la hauteur de leur expérimentation musicale. Comment rester insensible à la poésie des titres comme « L'allégorie du pain de viande », « L'ignorance c'est le bonheur » ou encore « Dansez bande de caves » ? Ces paroles, parfois chargées de nombreuses répétitions de la même strophe, visaient à combattre notre aliénation. Eriq, principal parolier du groupe, explique

C'est à l'image de notre société. On se fait tout le temps répéter les mêmes affaires. Pourquoi y'a cinq bulletins de nouvelles dans la même journée ? C'est parce qu'ils veulent te faire comprendre quelque chose. La musique est toujours censée représenter ton temps. Aujourd'hui, on vit dans une société de répétition et de production.

C'était ça *Arseniq33*, de la rage, du cynisme à revendre et beaucoup d'intelligence, sans oublier leur côté baveux et méchant on ne peut plus rafraichissant. Le tout était bien évidemment enrobé d'une violente musique progressive et déconstruite - mélange de jazz, de punk, de musique contemporaine et, bien sûr, de hardcore - de quoi donner envie aux morts de le rester et aux vivants de « toutt, toutt, toutt, toutt, toutt casser ». Eriq, il y a déjà quelques années de cela, nous expliquait

Arseniq33 c'est un défouloir pour nous. Et on s'est rendu compte qu'on était pas les seuls à être fâchés, vraiment, profondément. C'est notre façon de dire « Bougez criss-là ça va faire ! ». D'ailleurs, notre devise officielle est maintenant Soyés fâchés. Restez baveux.

La fin d'*Arseniq33*, c'est la fin de l'un des groupes les plus importants de la scène musicale québécoise. Avec le départ des *Goules* et de *MAP* l'an dernier, une question, urgente et incontournable, se pose désormais: elle est où la relève ?